



HAL
open science

L'épopée tatare à l'heure du centre

Xavier Le Torrivellec

► **To cite this version:**

Xavier Le Torrivellec. L'épopée tatare à l'heure du centre. Outre-terre. Revue européenne de géopolitique, 2003, 4, pp.55-64. hal-00703593

HAL Id: hal-00703593

<https://hal.science/hal-00703593>

Submitted on 4 Jun 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'épopée tatare à l'heure du centre

Pour comprendre les enjeux qui touchent aux relations centre-périphérie dans la Russie post-eltsinienne, il importe de revenir aux origines du caractère « asymétrique » de la structure fédérale. Engendrées par le régime soviétique, prises en main par des technocrates de l'économie reconvertis à la problématique nationale-étatique et gratifiées d'une quasi indépendance à la fin de l'URSS ; c'est presque un hasard si les 21 anciennes républiques autonomes font toujours partie intégrante de la Fédération de Russie. L'étonnement est particulièrement vif dans le cas tatar. Fer de lance d'un mouvement de confrontation directe avec le gouvernement russe, la république dirigée depuis juin 1991 par le président Mintimer Shaïmiev organise un référendum en faveur de la souveraineté¹ et refuse en mars 1992 de signer le Traité fédéral. Riche de ses industries pétrochimiques et automobiles², nanti de sa nombreuse diaspora³ et d'une histoire multiséculaire avec les Russes⁴, l'Etat du Tatarstan se conçoit comme seul et légitime agent de modernisation. Ce sera une modernisation conservatrice. Propriétaire du sous-sol, le gouvernement tatar est en quelque sorte le parrain qui assure le maintien des « acquis sociaux » et finance le choix d'une transition en douceur vers l'économie de marché. Par son implication dans la sphère productrice, le gouvernement local veille au grain du développement économique. Alors que la prospérité du Tatarstan figure toujours comme horizon indépassable, l'idéologie nationale s'efforce de protéger les citoyens « tatarstanais »⁵ contre les aléas venus du centre. A partir de 1994, les relations avec Moscou se stabilisent sous la forme d'un échange de bons procédés⁶ et par la signature d'un traité bilatéral de répartition des compétences.

N'ayant guère profité de l'harmonisation des statuts prévue par la Constitution russe de 1993, les *oblasts* russes dénoncent par la voix de leur gouverneur – souvent « frondeur » - les privilèges accordés à la première minorité nationale de Russie. Faible et dépendant de l'appui électoral de ses régions, le pouvoir central cède à leurs revendications. Après la signature d'une cinquantaine de traités bilatéraux à la fin de l'année 1998, la Russie est *de facto* devenue une fédération « à la carte ». Comment dans ces conditions s'étonner de l'enthousiasme qui a pu accueillir l'annonce par Vladimir Poutine d'une restauration de l'autorité de l'Etat ? Aux oreilles des citoyens russes, le retour à l'« Etat fort » signifiait avant tout l'avènement d'un Etat fédéral. Tandis que Kazan dénonçait une résurgence de l'esprit impérial grand-russe, le souhait présidentiel de voir s'imposer la « dictature de la loi, égale pour tous » recevait un début de concrétisation à travers la mise en conformité des normes locales avec la Constitution russe. Etape importante d'un processus encore inachevé, en mai 2002, M. Shaïmiev signe le décret portant modification de plusieurs articles de la Constitution du Tatarstan⁷. A l'heure actuelle, les négociations sont toujours en cours autour des traités

¹ Lors du référendum du 21 mars 1992, 61% des votants répondent favorablement à la question qui leur est posée : « Pensez-vous que le Tatarstan doit devenir un Etat souverain, sujet de droit international réglant ses relations avec la Russie et les autres républiques sur le principe de l'égalité entre les parties ? ».

² Installé à Naberejnie Tchelny, le gigantesque combinat automobile Kamaz devient le symbole du combat que se livre les deux Kremlins en vue du contrôle des entreprises privatisées.

³ 74% des 7 millions de Tatars vivent en dehors de la république du Tatarstan. Selon les premiers résultats du recensement d'octobre 2002, le nombre d'habitants de la république atteindrait 3 768 mille.

⁴ La conquête du khanat de Kazan par Ivan le Terrible remonte à 1552.

⁵ En 1989, le Tatarstan comptait 3,6 millions d'habitants dont 48,5 % de Tatars et 43,3 % de Russes.

⁶ En juillet 1996, le président Shaïmiev mobilise l'ensemble de ses ressources administratives et Boris Eltsine obtient sur le territoire de son dévoué la majorité des voix.

⁷ Votée le 6 novembre 1992, cette loi fondamentale reconnaissait le Tatarstan comme « Etat souverain, sujet de droit international associé à la Fédération de Russie ». Au Bachkortostan, république türkophone voisine, une

bilatéraux. Une autre mesure a été prise qui visait à garantir un espace juridique unique : les 89 sujets de la Fédération furent rassemblés sous l'autorité de sept districts fédéraux⁸. En même temps qu'elles affaiblissent les dirigeants locaux - qui se trouvent par ailleurs soumis à une tutelle présidentielle accrue⁹ -, ces restructurations déstabilisent certains réseaux économiques¹⁰ et provoquent en retour une série de tensions. Or, avec les républiques du Tatarstan et du Bachkortostan, les forces qui sont en jeu dans l'affrontement de ces logiques étatiques peuvent à terme menacer la légitimité de l'autorité fédérale. Fort de son prestige personnel et de la puissance économique de sa région, M. Schaïmiev est celui des leaders républicains qui résiste le mieux au rétablissement de la trop fameuse « verticale du pouvoir ». Sans compter le classique projet de retour à l'alphabet latin pour l'écriture tatare, tout prétexte est bon pour réaffirmer la spécificité ethno-confessionnelle du Tatarstan : ainsi du soutien accordé par les députés tatars à ces femmes de Kazan qui refusaient que sur leur passeport russe figure une photographie d'elles non voilées. De manière symétrique, les accusations portées par des journaux russes¹¹ sur un prétendu développement du wahhabisme dans certaines madrasas de Kazan participent d'une même stigmatisation culturaliste.

C'est ainsi que l'on assiste à l'externalisation d'un conflit qui tend de plus en plus à s'adapter aux termes d'un monde globalisé et paradoxal. Signataire avec les Etats-Unis d'une Sainte alliance anti-terroriste, la Russie est aussi le pays européen le plus densément peuplé de musulmans. Jusqu'à présent le gouvernement central est parvenu à empêcher toute alliance des deux républiques musulmanes de la région Volga-Oural¹². Mais du fait de la reprise des hostilités en Tchétchénie, les différents champs de conflictualités se croisent, les positions respectives se radicalisent et les appels à la solidarité inter-musulmans obtiennent une résonance inédite sur les bords de la Kama. Dans un tel imbroglio, la poursuite de la guerre du Caucase aurait pour effet d'accroître l'audience des indépendantistes de tout bord. En même temps l'accession de la république caucasienne à l'indépendance serait un argument de poids pouvant être utilisé dans le même but dans d'autres républiques de la Fédération de Russie. L'attitude du Tatarstan dans une telle éventualité serait cruciale dans la mesure où cette région - pièce maîtresse du fédéralisme russe - fut souvent considérée par les autres sujets fédérés comme le modèle à suivre. Ainsi, la tentative menée par V. Poutine depuis deux ans d'établir un semblant d'ordre territorial non seulement n'est pas vouée au succès, mais elle risque entre autres d'exacerber les conflits qui parcourent une société russe de plus en plus encline - la pression internationale étant ce qu'elle est - à prendre conscience de sa diversité ethnique et confessionnelle.

nouvelle Constitution a été adoptée le 4 décembre 2002. Un régime parlementaire est instauré en lieu et place du présidentielisme antérieur et la notion controversée de « souveraineté » a disparu du texte final.

⁸ Par le décret présidentiel du 13 mai 2000, sept ensembles suprarégionaux sont créés qui recoupent souvent les régions militaires : Centre, Nord-Ouest, Sud, Volga, Oural, Sibérie et Extrême-Orient. A leur tête un représentant plénipotentiaire du président russe. Malgré l'égalité reconnue aux 6 à 18 sujets intégrés à ces entités territoriales, le rapport de force y reste favorable aux républiques économiquement prospères.

⁹ Le chef de l'exécutif et le président de la Douma régionaux ne siègent plus au Conseil de la Fédération et le président de l'Etat fédéral sous certaines conditions, prononcer leur destitution. C'est ainsi par exemple qu'Evgueni Nazdratenko a été démis de ses fonctions de gouverneur des Provinces maritimes en février 2001.

¹⁰ Le 13 janvier dernier, le Cabinet des ministres du Tatarstan a annoncé la transformation en sociétés par action d'environ un millier d'entreprises gérés par l'Etat. Cf. <http://www.rferl.org/bd/tb/reports/archives/2003/01/0-130103.html>

¹¹ Voir notamment le quotidien *Gazeta*, 29/05/02.

¹² L'un des outils privilégié est l'instrumentalisation des questions ethniques. Ainsi pour le recensement d'octobre 2002, l'ancienne catégorie des *Kryashens* - Tatars christianisés - a été réintégrée à la liste des nationalités. La menace d'un affaiblissement démographique des Tatars est d'autant plus importante que les populations tatarophones des régions occidentales de Bachkirie ont été incitées à se déclarer bachkires par les autorités d'Oufa.

Evidemment, pour que le politique parvienne à assumer son rôle de régulation des divisions, il faut supposer V. Poutine et M. Shaïmiev capables de s'entendre sur les modalités mêmes de ce politique. Or au-delà des doutes n'est-ce pas ce qui est finalement en train de se jouer devant nos yeux aveuglés ? L'actuel phénomène de rééquilibrage n'est-il pas tout simplement l'absorption du centre par la périphérie ? Après plus de dix ans de « désunion », un rapprochement s'opère qui prend la forme d'un nouveau partage. Non plus celui des compétences, mais celui des expériences. Débordé par les bouleversements socio-économiques qu'il a lui-même initiés, l'appareil chargé au sommet de conduire le changement s'inspire des modèles qui en province en sont restés maîtres. N'est-ce pas du régime politique tatar que le président russe est en train de se rapprocher à grands pas ? Est-ce que s'il l'avait désiré l'homme fort du Kremlin n'aurait pas pu éviter la réélection le 27 mars 2001 de son homologue de Kazan ? Comment ce qui existe depuis plus de dix ans à 700 kilomètres de Moscou n'a-t-il pas frappé l'esprit de ces observateurs qui n'hésitent pas aujourd'hui à évoquer l'autoritarisme d'un « Tchékiste néo-andropovien »¹³ ?

Xavier Le Torrivellec
Paris, INALCO, janvier 2003

¹³ Françoise Thom, « Qui a peur de Vladimir Poutine? », *Politique internationale*, printemps 2000, n° 87.